

Travaux du Conseil de gouvernement du 02/08/2012

Le conseil de gouvernement approuve un projet de décret portant amendement de la loi régissant la profession d'avocat

Le conseil de gouvernement a approuvé, jeudi à Rabat, un projet de décret portant application du 2ème paragraphe de l'article 41 de la loi 28-08 relative à l'amendement de la loi régissant la profession d'avocat, présenté par le ministre de la Justice et des Libertés, Mustapha Ramid.

Ce texte prévoit un contrôle accru des dotations annuelles allouées au titre de l'assistance judiciaire pour couvrir les honoraires d'avocats en contrepartie des prestations rendues dans ce cadre, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha Khalfi lors d'un point de presse à l'issue de cette réunion.

Selon ce projet, la loi de finances fixe la valeur et le plafond de ces dotations parmi le budget du ministère de la Justice et des Libertés, sur décision conjointe des ministres de la Justice et de l'Economie et des finances.

Il vient organiser le versement des crédits affectés à ce titre par voie de délégation dévolue par le ministre de la Justice aux ordonnateurs de dépenses adjoints, après concertation avec les barreaux du Royaume, a-t-il précisé, ajoutant que les honoraires des avocats en matière d'assistance judiciaire ont été fixés à 2.000 DH pour ce qui est des affaires déférées devant la Cour de Cassation, à 1.500 DH devant la Cour d'appel et à 1.200 DH devant les Tribunaux de 1ère instance.

Le chef de gouvernement exhorte à davantage de vigilance

Le chef de gouvernement, Abdelilah Benkirane, a exhorté jeudi, les conducteurs, à prendre toutes les précautions pour éviter de porter atteinte à la vie des citoyens, et ce, au vu de la recrudescence des accidentés de la route dans le Royaume.

M. Benkirane a, indiqué, dans son intervention au début de la réunion hebdomadaire du conseil de gouvernement, que " la vie humaine est chère à Dieu, et qu'y attenter est inacceptable des points de vue de la religion, de l'éthique et de la raison ", surtout en ce mois sacré de ramadan.

A cette occasion, M. Benkirane a mis en garde contre les répercussions négatives des accidents de la route, qui occasionnent la mort d'innocents et des handicaps.

Le chef de gouvernement avait soulevé, lors de la précédente réunion du conseil du gouvernement, la question des accidents de la route, appelant le gouvernement à assumer ses

responsabilités juridique, morale, et informationnelle face à ce fléau. Il a de même insisté sur la responsabilité des individus, et sur l'impératif de prendre des mesures tendant à renforcer la prévention et sanctionner fermement les dépassements.

Le conseil de gouvernement adopte le projet de loi relatif à la poste et aux télécommunications

Le conseil de gouvernement a adopté, jeudi à Rabat, le projet de loi n 93-12 modifiant la loi n 24-96 relative à la poste et aux télécommunications.

L'élaboration de ce projet fait suite à la décision des pouvoirs publics de confier les missions, objet des tirets 6,12 et 13 du 3ème alinéa de l'article 29 de la loi 24-96 relative à la poste et aux télécommunications, à la Direction générale de la sécurité des systèmes d'information relevant du ministère délégué auprès du chef du gouvernement chargé de l'administration de la Défense nationale, a indiqué le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, M. Mustapha Khalfi, lors d'un point de presse, à l'issue du conseil de gouvernement.

Ledit projet de loi vise à abroger les tirets susmentionnés, par lesquels l'Agence nationale de réglementation des télécommunications se charge de "proposer au gouvernement la réglementation applicable à la cryptographie et son contrôle, ainsi que les normes du système d'agrément des prestataires de services de certification électronique et de prendre les mesures nécessaires à sa mise en œuvre, d'une part, et d'agréer, pour le compte de l'Etat, les prestataires de services de certification électronique et de contrôler leur activité", a précisé M. Khalfi.

Un comité technique examine les résultats d'une étude préliminaire sur la réforme du système de retraite

Un comité technique est en train d'examiner les résultats d'une étude préliminaire portant sur la réforme du système de retraite, a indiqué jeudi à Rabat le ministre de l'emploi et de la formation professionnelle, M. Abdelouahed Souhail.

Suite à la demande des partenaires sociaux, notamment les syndicats, le Bureau international du travail (BIT) a donné son avis sur cette étude, dont l'élaboration avait été confiée par le gouvernement à un groupe d'experts.

La mission de ce comité technique réside dans l'élaboration des différents scénarii devant permettre de réformer le système de retraite.

A cet effet, le ministre a affirmé, dans une déclaration à la MAP en marge de la réunion du conseil de gouvernement, que ce comité se réunira vendredi, afin de concilier les points de vue des différents partenaires avant de présenter son rapport à la commission nationale chargée de la réforme des retraites.

Le ministre a souligné que la réforme du système de retraite au Maroc est "extrêmement pressante et sensible", indiquant qu'elle est "impérative dans le cadre de la solidarité entre les générations".